

**Zeitschrift:** Schweizer Kunst = Art suisse = Arte svizzera = Swiss art  
**Band:** - (1903)  
**Heft:** 37-38

**Artikel:** L'assemblée passe à la discussion au sujet des Rapports entre l'Administration fédérale et la Société des peintres et sculpteurs suisses (§ 5 de l'ordre du jour) [...] = Die Versammlung geht zur Verhandlung über die Beziehungen zwischen der Bundesverwal...

**Autor:** [s.n.]  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-623919>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 09.11.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

L'argent, d'après le plan de finance de M. Jeanneret, suffirait au plus pour deux expositions, les frais étant généralement beaucoup plus élevés que les recettes. Dans des expositions par groupes, rien que la répartition de la place serait un travail fort difficile.

M. *Burckhard-Mangold* désire que les délégués expriment l'opinion de leur *section* et non pas leur opinion personnelle. La section de Bâle est *contre* le projet d'exposition faites par la société.

M. *Jeanneret* propose la nomination d'une sous-commission pour étudier cette question.

M. *Righini* dit que la section de Zürich était d'abord contre cette proposition d'expositions, et cela à cause du plan financier publié dans notre journal. Néanmoins il croit qu'après la discussion qui vient d'avoir lieu elle se rallierait maintenant à ce projet.

Il est procédé au vote sur la question, à savoir: « Les délégués sont-ils en principe d'accord sur la création d'expositions organisées par la société elle-même? »

Le résultat du vote est:

Oui = 10 délégués.

Non = 2 »

Par 10 voix est ensuite votée la nomination d'une commission pour étudier cette question et il est décidé de soumettre une proposition dans ce sens à l'assemblée générale.

Une longue discussion sur la question de savoir *combien* de membres composeront cette commission et *qui* doit en faire partie, ne donne pas de résultat.

A ce moment les délégués sont tellement fatigués et ont tellement faim, que la séance doit être close.

*Le Secrétaire*, KARL BORN.

L'assemblée passe à la discussion au sujet des

### Rapports entre l'Administration fédérale et la Société des Peintres et Sculpteurs suisses. (§ 5 de l'ordre du jour.)

M. *le Président* insiste sur l'utilité de veiller continuellement à la sauvegarde des intérêts de l'art et des artistes. C'est au président qu'incombe ce rôle auprès de la haute administration. Celle-ci, quelles que soient son impartialité et ses bonnes intentions, peut commettre des erreurs faute de suffisantes informations. L'intervention du président de la Société muni d'un mandat précis est alors indispensable. Mais l'expérience a démontré qu'il manque souvent au président le matériel d'informations nécessaire pour défendre la cause des artistes et s'immiscer dans les affaires ou entreprises intéressant directement ou indirectement l'art et la Société. Nos revendications doivent s'appuyer sur des faits et des documents précis, à défaut de quoi, toute intervention risque d'être mal interprétée, selon les circonstances.

L'assemblée doit prendre aujourd'hui une décision à ce sujet pour faciliter la tâche du prochain Comité central. C'est pourquoi le Comité central relie à ce paragraphe de l'ordre du jour une proposition de M. Trachsel déjà discutée par les délégués qui l'ont prise en considération.

M. *Trachsel* donne lecture de sa proposition.

die Kosten gewöhnlich grösser sind als die Einnahmen. Bei Gruppenausstellungen hätte man in der Zuweisung des Platzes schon ein böses Stück Arbeit vor sich.

Herr *Mangold* wünscht, dass die Delegierten die Meinungen ihrer *Sektionen* und nicht ihre eigenen bekannt geben sollten. Die Sektion Basel ist *gegen* die Veranstaltung eigener Gesellschafts-Ausstellungen.

Herr *Jeanneret* beantragt Ernennung einer Subcommission zum Studium der Angelegenheit.

Herr *Righini* sagt, die Sektion Zürich sei zuerst *gegen* diese Ausstellungen gewesen und zwar wegen des publizierten Finanzplanes. Nach den gefallenem Aeusserungen glaube er jedoch, dass das Projekt nun ebenfalls Anklang finden würde.

Bei der Abstimmung über die Frage: « sind die Delegierten im Prinzip mit der Schaffung einer eigenen Gesellschafts-Ausstellung einverstanden »

ergaben sich für ja — 10 Delegierte

» » » nein — 2 »

Mit 10 Stimmen wird nachher die Einsetzung einer Commission zum Studium der Angelegenheit beschlossen und soll in diesem Sinne Antrag an die Generalversammlung gestellt werden.

Eine längere Diskussion über die Frage: *wie gross* soll diese Commission sein, *wer* soll sie bilden etc. verläuft resultatlos.

Hiemit wird die Sitzung wegen « Uebermüdung » der Delegierten und herangerückter Essenszeit aufgehoben.

*Der Sekretär*: K. L. BORN.

Die Versammlung geht zur Verhandlung über die

### Beziehungen zwischen der Bundesverwaltung und der Gesellschaft der Schweizer Maler und Bildhauer über. (§ 5 der Tagesordnung.)

Der Herr *Präsident* weist mit Nachdruck darauf hin, wie nützlich es sei, beständig über die Wahrung der Interessen der Kunst und der Künstler zu wachen. Dem Präsidenten fällt diese Rolle der hohen Verwaltung gegenüber zu. Wie gross auch die Unparteilichkeit und die guten Absichten derselben sein mögen, so kann sie doch infolge ungenügender Auskünfte Fehlgriffe begehen. Alsdann ist das Einschreiten des mit bestimmter Vollmacht betrauten Präsidenten unumgänglich. Die Erfahrung hat jedoch gelehrt, dass es dem Präsidenten häufig an dem nötigen Auskunftsmaterial fehlt, um die Sache der Künstler zu verteidigen oder sich in Angelegenheiten zu mischen, welche sich in direkter oder indirekter Weise auf die Kunst oder die Gesellschaft beziehen. Unsere Forderungen müssen sich auf genaue Tatsachen und Dokumente stützen, wenn nicht, den Umständen entsprechend, jede Einmischung riskieren soll falsch gedeutet zu werden.

Die Versammlung muss heute hinsichtlich dieser Angelegenheit einen Entschluss fassen, um die Aufgabe des nächstfolgenden Centralkomitees zu erleichtern. Aus diesem Grunde fügt das Centralkomitee diesem Paragraphen der Tagesordnung einen Vorschlag des Herrn Trachsel hinzu, welcher schon von den Abgeordneten besprochen und in Betracht gezogen worden ist.

Herr *Trachsel* liest seinen Vorschlag vor.

## PROJET D'UN

## « Memento de la Société des Artistes suisses »

On est souvent frappé en assistant aux manifestations de l'activité des artistes suisses, de voir ceux-ci maintes fois arrêtés par la non connaissance qu'ils ont de certains règlements, et de la difficulté qu'ils éprouvent à les obtenir. A tout instant on entend dire : « Mais qu'est-ce donc que ce legs Gottfried Keller? Que faut-il faire pour obtenir la bourse fédérale? Quelle est l'organisation du Turnus? Quelles sont les conditions d'exposition dans tel ou tel salon suisse? etc. D'où, étant donné cet état de choses défectueux, perte de temps, fausses manœuvres, malentendus et ennuis de tous genres.

Pour remédier à cette situation absolument embrouillée, peu pratique, nous proposons donc que la Société des Artistes suisses édite ou fasse éditer une petite plaquette qui réunirait une fois pour toutes tous les règlements que l'on connaît peu ou mal, et qui sont souvent si difficiles à obtenir. Ce serait une sorte de petit memento à un prix abordable, et divisé par cantons. Pour le canton de Genève on trouverait par exemple :

- 1° Le règlement de l'Exposition municipale.
- 2° Le règlement du legs Lissignol.
- 3° Les dispositions du testament Diday, du legs Brunswick.

De même pour tous les autres cantons. On trouverait ainsi dans ce recueil les règlements de la Société des Amis des Arts de Neuchâtel, des salons de Lausanne, Bâle, Zurich, etc. bref, tous les règlements et dispositions concernant la vie artistique de chaque canton, et intéressant par conséquent tous les artistes suisses, lesquels ont constamment besoin de savoir à quoi s'en tenir à ce sujet, et qui n'exposent pas parfois à certaines expositions, faute de suffisantes informations.

En dehors des diverses divisions consacrées aux cantons, nous supposerions une division consacrée aux dispositions et règlements fédéraux, et où l'on trouverait par exemple :

- 1° Les dispositions du legs Welti-Escher.
- 2° Les dispositions du legs Gottfried Keller.
- 3° Le règlement des bourses fédérales.
- 4° Le règlement du « Turnus ».
- 5° Le règlement des Expositions nationales des Beaux-Arts.

Enfin, si on le juge à propos, ce memento pourrait contenir dans les dernières pages, la liste de tous les musées et collections suisses, ainsi que la liste des membres de la Société des Peintres et Sculpteurs suisses, de l'année où se serait éditée la plaquette.

Cette plaquette serait imprimée très simplement, mais avec clarté et avec goût. On pourrait en faire une édition en langue française, une édition en langue allemande et une édition en langue italienne.

Quant à la façon de l'éditer, chaque section de la Société des Peintres et Sculpteurs suisses prendrait l'engagement auprès du Comité central — lequel recueillerait tous les documents pour la rédaction du memento — de se fournir d'autant d'exemplaires que la section comporte de membres. Une fois la plaquette éditée, le comité de chaque section ferait contre remboursement la distribution aux divers membres de la Section, qui enverrait les fonds au Comité central, lequel réglerait ainsi l'imprimeur que l'on aurait choisi.

Pour arriver à vendre cette plaquette à un prix aussi abordable que possible, le Comité central de la Société des Peintres et Sculpteurs, mettrait en concurrence plusieurs imprimeurs, et donnerait ainsi sa préférence à celui qui ferait les meilleures conditions.

M. *Dunki*, délégué de Genève, appuie la proposition qui est adoptée à l'unanimité. Le prochain Comité est chargé de réaliser ce projet.

## PROJEKT

## für ein Verzeichnis der Schweizer Künstlergesellschaft.

Wohnt man den Bestrebungen der Schweizer Künstler bei, so fällt es auf, wie dieselben häufig dadurch gehemmt werden, dass den Künstlern gewisse Reglemente unbekannt sind und sie sich mit denselben auch nur mit Schwierigkeit bekannt machen können. Alle Augenblicke hört man sagen : « Was ist denn nur dieses Legat Gottfried Keller? Wie muss man sich verhalten, um das Bundesstipendium zu erlangen? Welches ist die Turnusanordnung? Welches sind die Ausstellungsbedingungen in dieser oder jener Schweizer Gemäldeausstellung? » u. s. w. Diesem üblen Tatbestande entsprechend ergeben sich hieraus Zeitverlust, verkehrtes Vorgehen, Missverständnisse und Unannehmlichkeiten aller Art.

Um dieser verworrenen und wenig praktischen Sachlage abzuwehren, schlagen wir also vor, die Gesellschaft der Schweizer Künstler solle eine kleine Tabelle herausgeben oder herausgeben lassen, auf welcher sich ein für allemal alle Reglemente befänden, welche wenig oder schlecht bekannt sind, und über welche man oft nur schwer aufgeklärt werden kann. Es wäre dies ein kleines, wohlfeiles, nach den Kantonen abgeteiltes Verzeichnis: Für den Genfer Kanton stände z. B. darin :

- 1° Reglement der Munizipalausstellung.
- 2° Reglement des Legats Lissignol.
- 3° Anordnungen des Testaments Diday.
- 4° Anordnungen des Legats Braunschweig

und so für alle andern Kantone. So würde man in diesem Verzeichnis die Reglemente der Gesellschaft der « Freunde der Kunst » von Neuenburg, der Gemäldegallerien von Lausanne, Basel, Zürich, u. s. w., kurz alle Reglemente und Anordnungen finden, welche das künstlerische Leben jedes Kantons betreffen und somit für alle Schweizer Künstler interessant sind, die beständig wissen müssen, wie sie sich zu einer Sache verhalten sollen und welche bisweilen infolge ungenügender Auskunft manche Ausstellungen nicht besichtigen.

Ausser den verschiedenen, den Kantonen gewidmeten Abteilungen nehmen wir eine an, die den Bundesverordnungen und Bundesreglementen gewidmet wäre und in der man z. B. finden würde :

- 1° Verordnung des Legats Welti-Escher.
- 2° Verordnung des Legats Gottfried Keller.
- 3° Reglement der Bundesstipendien.
- 4° Reglement des « Turnus ».
- 5° Reglement der Landesausstellungen der Schönen Künste.

Sollte man es schliesslich für nötig erachten, so könnte dieses Verzeichnis auf den letzten Seiten die Liste aller Schweizer Museen und Sammlungen sowie die Liste der Mitglieder der Schweizer Maler- und Bildhauer-Gesellschaft des Jahres der Ausgabe der Tabelle enthalten.

Diese Tabelle würde sehr einfach, aber klar und geschmackvoll gedruckt sein und könnte in je einer französischen, deutschen und italienischen Ausgabe erscheinen.

Was die Art der Ausgabe betrifft, so würde jede Sektion der Schweizer Maler- und Bildhauergesellschaft sich bei dem Centralkomitee auf den letzten Seiten die Liste aller Schweizer Museen und Sammlungen sowie die Liste der Mitglieder der Schweizer Maler- und Bildhauer-Gesellschaft des Jahres der Ausgabe der Tabelle enthalten.

Diese Tabelle würde sehr einfach, aber klar und geschmackvoll gedruckt sein und könnte in je einer französischen, deutschen und italienischen Ausgabe erscheinen.

Was die Art der Ausgabe betrifft, so würde jede Sektion der Schweizer Maler- und Bildhauergesellschaft sich bei dem Centralkomitee auf den letzten Seiten die Liste aller Schweizer Museen und Sammlungen sowie die Liste der Mitglieder der Schweizer Maler- und Bildhauer-Gesellschaft des Jahres der Ausgabe der Tabelle enthalten.

Herr *Dunki*, Genfer Abgeordneter, unterstützt den Vorschlag, welcher einstimmig angenommen wird. Das nächste Komitee wird mit der Ausführung dieses Projektes betraut.

§ 6. **Exposition biennale de la Société.** (Proposition de M. O. Vautier renvoyée à la dernière assemblée générale de Genève.)

M. le *Président* expose son projet en faisant des réserves sur le mode d'organisation qu'il a proposé à l'origine (voir procès-verbal de l'assemblée générale de Genève. 1902, p. 10).

La délégation a examiné sérieusement ce projet. M. le *Président* se rallie au point de vue de M. Jeanneret, quant au principe.

M. *Jeanneret*, délégué de Neuchâtel, développe son point de vue. Il importe d'orienter les efforts de la Société vers l'autonomie, en sorte que la vie artistique soit de plus en plus indépendante de l'Administration fédérale. La proposition de M. Vautier est un acheminement dans ce sens; une exposition organisée, administrée sous l'égide de la Société serait un fait, une preuve que les artistes peuvent diriger eux-mêmes leurs affaires et s'affranchir de la tutelle du Gouvernement. (*Approbatons.*)

M. Jeanneret renvoie la suite de la discussion au rapport des délégués. Il croit à la réalisation pratique du projet au moyen d'un fonds constitué de 50 actions de cent francs chacune, souscrites par les artistes intéressés à l'affaire. Ce fonds de 5000 fr. pourrait être éventuellement doublé par un subside de la Confédération, auquel la Société aurait quelque titre, opération qui sera d'ailleurs facilitée par le rétablissement de la subvention fédérale à cent mille francs. Ce capital de 10,000 fr. permettrait, outre la première exposition, un fonds de réserve éventuellement augmenté par les bénéfices possibles de ce premier essai.

Toute la question est là : trouver les 50 actionnaires à 100 francs.

La délégation a discuté la question des locaux. Bâle et Zurich en ont de disponibles. M. Jeanneret appuie la proposition qui devrait être renvoyée, conformément au vœu de la délégation, à une commission composée, outre les présidents de section des villes où pourrait avoir lieu l'exposition, des sociétaires s'intéressant particulièrement au projet.

M. O. Vautier, *président*, dit que l'Exposition nationale ayant lieu en 1904, la prochaine Exposition biennale se ferait en 1905. On a donc deux ans pour s'organiser.

M. de Goumois au nom de la section de Bâle s'élève contre ce projet. La section n'a pas senti la nécessité d'un nouvel ordre de choses; le Turnus suffit; il faut s'efforcer de développer le Turnus dans un sens artistique, mais il serait dangereux de diviser les efforts, de multiplier les expositions dont le nombre actuel suffit aux besoins des artistes. M. de Goumois déclare n'émettre cette opinion que conformément au vœu de la section de Bâle.

M. Mangold-Burkhardt, délégué de Bâle, appuie l'opinion de M. de Goumois.

§ 6. **Alle zwei Jahre stattfindende Ausstellung der Gesellschaft.** (Vorschlag des Hrn. O. Vautier, welcher auf der letzten Genfer Generalversammlung vertagt wurde.)

Der Herr *Präsident* setzt seinen Plan auseinander, indem er sich einiges über die Organisationsweise, welche er ursprünglich vorgeschlagen hat, vorbehält. (Siehe den Bericht der Genfer Generalversammlung 1902, Seite 10.)

Die Abgeordneten unterziehen diesen Plan genauer Prüfung. Der Herr *Präsident* ist hinsichtlich des Prinzips gleicher Meinung als Herr Jeanneret.

Herr *Jeanneret*, Abgeordneter von Neuenburg, entwickelt seine Ansicht. Es ist unumgänglich notwendig, die Bestrebungen der Gesellschaft auf Selbständigkeit zu richten, damit das künstlerische Leben immer mehr und mehr von der Bundesverwaltung unabhängig werde. Der Vorschlag des Herrn Vautier ist ein Einlenken nach dieser Richtung: Eine Ausstellung, welche unter dem Schutze der Gesellschaft eingerichtet und verwaltet würde, wäre eine Tatsache, ein Beweis, dass die Künstler im Stande sind, ihre Angelegenheiten eigenhändig zu leiten und sich von der Vormundschaft der Regierung zu befreien. (Beifallsbezeugungen.)

Herr Jeanneret weist die Fortsetzung der Beratung dem Berichte der Abgeordneten zu. Er glaubt an die praktische Verwirklichung dieses Planes mittelst eines Barfonds, bestehend aus 50 Aktien zu je hundert Franken, welche die an der Unternehmung beteiligten Künstler zeichnen würden. Dieser Fonds von 5000 Fr. könnte nötigenfalls durch eine Beisteuer der Eidgenossenschaft verdoppelt werden, an welche die Gesellschaft einiges Anrecht hätte; dieses Vorgehen wird überdies durch die Wiedereinsetzung der Bundessubvention zu hundert tausend Franken erleichtert werden. Dieses Kapital von 10,000 Fr. würde ausser der ersten Ausstellung einen Reservefonds gestatten, welcher eventuell durch etwaigen Ueberschuss dieses ersten Versuches vermehrt würde.

Es handelt sich nur darum, die 50 Aktienbesitzer zu 100 Fr. zu finden.

Die Abgeordneten haben die Frage der Lokale beraten. Basel und Zürich haben deren verfügbare. Herr Jeanneret unterstützt den Vorschlag, welcher — dem Wunsche der Delegierten entsprechend — einer gemischten Kommission übergeben werden sollte, die ausser den *Präsidenten* der Sektionen der Städte, in welchen die Ausstellung stattfinden könnte, auch Mitglieder welche sich ganz besonders für das Projekt interessieren, begreifen solle.

Der Herr *Präsident* O. Vautier sagt, dass die nächste zweijährliche Ausstellung in das Jahr 1905 falle, indem die Landesausstellung im Jahre 1904 stattfinden werde. Es bleiben also zwei Jahre für die Vorbereitungen.

Herr de Goumois spricht im Namen der Basler Sektion gegen dieses Projekt. Die Sektion hat die Notwendigkeit einer Aenderung des Bestehenden nicht empfunden; der Turnus genügt; es muss darnach getrachtet werden, den Turnus in künstlerischem Sinne auszubilden, doch wäre es gefährlich, die Bestrebungen zu teilen, die Ausstellungen, deren gegenwärtige Anzahl den Bedürfnissen der Künstler entspricht, zu vermehren. Herr Goumois erklärt, diese Ansicht nur dem Wunsche der Basler Sektion entsprechend kund zu geben.

M. *Bieler* dit que le Turnus est une exposition d'amateurs; il s'agit d'une exposition d'artistes organisée par des artistes.

M. le *Président* propose de voter d'abord sur la question de principe. L'assemblée adopte-t-elle en principe sa proposition?

La proposition est adoptée à l'unanimité, moins les représentants de Bâle qui sont néanmoins et personnellement d'accord pour le renvoi de la proposition à une commission.

L'assemblée discute ensuite la proposition des délégués concernant la nomination de cette commission; les avis sont partagés quant au nombre des commissaires.

M. *Born*, délégué de Berne, propose de ne pas fixer un chiffre et de se conformer simplement à la décision de l'assemblée des délégués.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité. On passe à l'ordre du jour.

### § 7. L'Art suisse.

M. le *Président* rappelle la proposition de la section de Munich (parue dans le dernier numéro de *L'Art suisse*) et donne la parole à M. *de Saussure*, délégué de Munich.

M. *de Saussure* voudrait un journal rigoureusement conforme à la décision originelle, c'est-à-dire un organe d'informations, au moyen duquel les sections pourraient correspondre.

M. *Righini*, délégué de Zurich, insiste pour que le journal soit strictement un organe d'informations.

M. *Dunki* propose de débarrasser le Comité central de cette besogne et de confier l'administration du journal à un employé spécial qui se chargerait ainsi du service d'informations, de la rédaction, etc.

M. *Maurice Baud* ne croit pas que ce journal d'informations puisse se faire dans les conditions actuelles. Nous n'avons pas les ressources nécessaires pour faire un périodique régulier, et ces ressources existeraient que l'intérêt de ce journal d'informations ne correspondrait certainement pas au sacrifice financier. On parle d'informations. La rédaction actuelle a reçu bien peu d'informations des sections ou des sociétaires; le nombre en est dérisoire. Et on ne peut pas exiger de rédacteurs de bonne volonté, d'organiser une agence de renseignements capable de rendre de réels services. *L'Art suisse* n'a pas paru tant que nous n'avions rien à publier qui justifiait les frais d'un numéro. Exceptionnellement, il a suffi de communiquer aux sections quelques faits urgents par voie de circulaires. Nous avons donc condensé en deux numéros un peu plus substantiels tous les événements marquants de cet exercice; c'était bref, pratique et surtout économique.

La rédaction actuelle ne croit pas à l'utilité de l'organe bureaucratique rêvé par telles sections. Il faut un journal où chacun puisse émettre son idée quelle qu'elle soit: critique, philosophie, polémiques, choses d'administration, etc. C'est la seule façon de donner un peu de vie au journal; il

Herr *Mangold-Burkhardt*, Abgeordneter von Basel, unterstützt Herrn de Goumois' Ansicht.

Herr *Bieler* sagt, der Turnus sei nur eine Liebhaberausstellung; es handle sich um eine von Künstlern organisierte Ausstellung von Künstlern.

Der Herr *Präsident* schlägt vor, zuerst über die Grundfrage abzustimmen. Nimmt die Versammlung seinen Vorschlag dem Prinzip nach an?

Der Vorschlag wird, — ausgenommen von den Basler Vertretern, die jedoch darüber einig sind, dass eben dieser Vorschlag einer Kommission unterbreitet werden müsse —, einstimmig angenommen.

Die Versammlung berät hierauf den die Ernennung dieser Kommission betreffenden Vorschlag; die Meinungen sind hinsichtlich der Zahl der Kommissäre geteilt.

Herr *Born*, der Berner Abgeordnete, schlägt vor, keine Zahl festzusetzen, sondern sich einfach dem Beschlusse der Abgeordnetenversammlung unterzuordnen.

Dieser Vorschlag wird einstimmig angenommen. Es wird zur Tagesordnung übergegangen.

### § 7. Die « Schweizer Kunst ».

Der Herr *Präsident* erinnert an den Vorschlag der Münchener Sektion (in der letzten Nummer der « Schweizer Kunst » erschienen) und lässt Herrn *de Saussure*, den Münchener Abgeordneten sprechen.

Herr *de Saussure* möchte eine sich streng an die ursprünglichen Beschlüsse haltende Zeitung, d. h. ein Auskunftsorgan mittels dessen die Sektionen mit einander verkehren könnten.

Herr *Righini*, der Zürcher Abgeordnete, besteht darauf, dass die Zeitung durchaus ein Auskunftsorgan sei.

Herr *Dunki* schlägt vor, das Centalkomitee von diesem Geschäfte zu entlasten und die Verwaltung der Zeitung einem besonderen Angestellten anzuvertrauen, welcher auf diese Weise für Auskünfte, Redaktion, Ausstellungen u. s. w., sorgte.

Herr *Maurice Baud* glaubt nicht, dass dieses Auskunftsorgan unter den gegenwärtig ohwaltenden Umständen herausgegeben werden könne. Wir besitzen nicht die notwendigen Hilfsmittel, um eine regelmässige Zeitschrift zu verfassen und wenn auch die Hilfsmittel vorhanden wären, so würde doch dieses Auskunftsblatt dem finanziellen Opfer sicherlich nicht entsprechen. Man spricht von Auskünften. Die gegenwärtige Redaktion hat von den Sektionen oder von den Mitgliedern sehr wenig Auskünfte erhalten; die Zahl ist spottgering. Und von Redaktoren, welche dies auch aus gutem Willen versehen, kann man nicht verlangen, dass sie ein Auskunfts-bureau errichten, welches wahrhaft gute Dienste leisten kann. Die « Schweizer Kunst » ist nicht erschienen, so lange wir nichts zu veröffentlichen hatten, was die Kosten einer Nummer gerechtfertigt hätte.

Ausnahmsweise hat es genügt, den Sektionen einige dringende Angelegenheiten durch Zirkulare mitzuteilen. Wir haben daher in zwei etwas reichhaltigeren Nummern alle hervorragenden Vorkommnisse dieses Jahres zusammengefasst; es war dies kurz, praktisch und namentlich sparsam.

Die gegenwärtige Redaktion glaubt nicht an den Nutzen des bürokratischen Organs, von welchem gewisse Sektionen träumen. Wir brauchen eine Zeitung, in welcher jeder seine Meinung aussprechen kann, welcher Natur dieselbe auch sei: Kritik, Philosophie, Polemik, Sachen der

n'a pas d'autre raison d'être. Il faut en confier la direction au Comité central qui doit pouvoir y exposer et y défendre toutes les idées et les questions intéressant l'art et les artistes.

Contrairement à l'opinion de M. Dunki, M. Maurice Baud estime que le Comité central doit rester responsable et de la rédaction et de l'administration du journal. Chaque comité central devra s'efforcer de perfectionner notre organe, d'en accroître l'intérêt et si possible le nombre d'abonnés, de faire, en un mot, mieux que nous n'avons pu faire. En résumé, il faut continuer le journal dans le même esprit, ou y renoncer purement et simplement.

Si l'assemblée en décide le maintien, il faut en tout cas augmenter les ressources des futurs rédacteurs et administrateurs; c'est la première condition d'un progrès dans quelque sens que ce soit.

M. *De Lapalud*, trésorier, démontre chiffres en mains l'impossibilité de faire mieux que n'a fait la rédaction actuelle en ce qui concerne du moins le nombre des numéros parus. Elle ne pouvait faire davantage sans risquer un déficit et n'a pu se tenir dans ces limites qu'au prix de nombreuses difficultés. Il faut absolument augmenter les ressources du journal.

M. *Bille* estime que le journal, quel que soit l'intérêt de son contenu, intérêt déjà discutable, n'est pas lu et par conséquent ne sert à rien; les artistes doivent montrer de la peinture et se garder de polémiques plus nuisibles qu'utiles. Au reste assez de journaux peuvent accueillir nos revendications et les faire valoir par devant l'opinion et les pouvoirs publics. Un bon journal bien rédigé, paraissant régulièrement revient trop cher; il faut donc supprimer cet organe et en reporter le budget sur l'exposition biennale d'un intérêt supérieur.

M. *Born* appuie la proposition de M. *Bille*.

M. *le Président* félicite M. *Bille* de son optimisme juvénile, M. *Bille* vient de manifester son talent à Genève pour la première fois et il a eu la chance d'être bien placé; il a la chance surtout d'arriver à une époque où bien des choses se sont déjà améliorées. Il n'en a pas toujours été ainsi et nombre d'artistes de valeur ont gardé le souvenir des persécutions dont ils furent victimes il y a six ou sept ans seulement.

Et si nous sommes à même de constater un progrès, il est indiscutable que ce progrès est dû exclusivement à l'initiative de ces quelques artistes. Il est dû aux polémiques, aux discussions auxquelles nous avons forcé nos adversaires; il est dû à nombres d'articles que nous avons fait paraître de toutes manières. Et nul écrivain, nul journaliste le mieux intentionné ne pouvait pour cette tâche se substituer aux artistes. Les artistes seuls pouvaient expliquer clairement les principes et les faits qui ont servi et servent encore de base à nos revendications. Certes, à plusieurs reprises, la presse suisse nous a été précieuse, mais il est fort peu d'organes véritablement indépendants; souvent des considérations politiques retardent ou entravent notre marche en avant; il est par exemple difficile de mettre en

Verwaltung, u. s. w. Auf diese Art allein kann die Zeitung etwas Leben gewinnen; zu etwas anderem dient sie nicht. Die Direktion muss dem Centralkomitee übergeben werden, welches alle die Kunst und die Künstler betreffenden Fragen und Ideen darin aufstellen und verteidigen können muss.

Der Ansicht des Herrn Dünki widersprechend ist Herr Maurice Baud der Meinung, dass das Centralkomitee für Redaktion und Verwaltung der Zeitung verantwortlich bleiben muss. Jedes Centralkomitee soll sich bemühen, unsere Zeitung zu vervollkommen, das Interesse für dieselbe und wenn möglich die Zahl der Abonnenten zu steigern, in einem Worte, mehr als wir es im Stande gewesen sind, zu tun. Kurz, die Zeitung soll im selben Sinne fortgeführt werden, oder aber ganz einfach eingehen.

Beschliesst die Versammlung ihre Aufrechterhaltung so müssen jedenfalls die Hilfsmittel der zukünftigen Redaktoren und Administratoren erhöht werden; dies ist die erste Bedingung jedweden Fortschrittes.

Der Schatzmeister, Herr *De Lapalud*, beweist, sich auf die Zahlen stützend, die Unmöglichkeit, besser zu verfahren als es die gegenwärtige Redaktion in Bezug auf die Anzahl der erschienenen Nummern getan hat. Sie konnte nicht mehr tun, ohne ein Defizit zu befürchten und konnte sich nur auf Kosten grosser Schwierigkeiten in ihren Grenzen halten. Die Hilfsmittel der Zeitung müssen durchaus erhöht werden.

Herr *Bille* ist der Meinung die Zeitung werde — welches auch das Interesse sei, das ihr Inhalt biete und dieser Inhalt sei an und für sich bestreitbar — nicht gelesen und diene daher zu nichts. Künstler sollten Malereien zeigen und sich vor mehr Schaden als Nutzen bringender Polemik hüten. Es gäbe übrigens genug Zeitungen, welche unsere Forderungen aufnehmen und der öffentlichen Meinung und der Verwaltung gegenüber geltend machen können. Eine gute, wohlverfasste und regelmässig erscheinende Zeitung komme zu teuer. Diese müsse aufgegeben und ihr Budget auf die weit grösseres Interesse bietende zweijährliche Ausstellung übertragen werden.

Herr *Born* unterstützt den Vorschlag des Herrn *Bille*.

Der Herr Präsident wünscht Herrn *Bille* Glück zu seinem jugendlichen Optimismus. Herr *Bille* hat soeben zum ersten Male in Genf sein Talent an den Tag gelegt und er hat das Glück, gut gestellt zu sein; er hat vor allem das Glück, zu einer Zeit zu kommen, da sich schon Vieles gebessert hat. Es ist nicht immer so gewesen und viele Künstler von Wert erinnern sich noch an die Verfolgungen, denen sie erst vor sechs oder sieben Jahren ausgesetzt waren.

Und wenn wir im Stande sind, einen Fortschritt zu verzeichnen, so ist dieser Fortschritt unstreitig der Initiative eben dieser Künstler zu verdanken. Er ist der Polemik, den Erörterungen zu verdanken, zu denen wir unsere Gegner gezwungen haben; er ist vielen Artikeln zu verdanken, welche wir auf jede Weise erscheinen liessen. Und in dieser Aufgabe konnte kein noch so wohlmeinender Schriftsteller oder Journalist die Künstler ersetzen. Die Künstler allein konnten in klarer Weise die Prinzipien und Tatsachen erklären, welche unseren Forderungen zu Grunde lagen, und immer noch zu Grunde liegen. Gewiss ist uns zu mehreren Malen die Schweizer Presse wertvoll gewesen, doch gibt es sehr wenig wirklich unabhängige Organe; oft verzögern oder hemmen politische Rücksichten unser Vorwärtsschreiten; so ist es z. B. schwierig, eine Persönlichkeit in einer ihrer politischen Partei angehörigen Zeitung anzugreifen.

cause une personnalité dans un organe du même parti politique que la personnalité en question. Or, en maintes circonstances nous ne devons pas craindre de nous en prendre à qui de droit, au même titre que d'autres corps professionnels; nos droits sont identiques et imprescriptibles. Enfin, ces polémiques occasionnelles manquent de lien, de cohésion, et par ce fait n'ont pas l'efficacité désirable. Tandis que *L'Art suisse* eût pu centraliser et condenser nos forces; perfectionné, élargi, cet organe a sa place et son utilité dans notre vie artistique nationale. Il pourra acquérir les qualités qui lui manquent et en peu de temps jouer son rôle, et, nous en sommes persuadés, exercer une influence véritablement salutaire.

M. *Hodler* voudrait le maintien d'un organe où chacun pût librement exposer sa pensée.

M. *Bieler* estime que la création de *L'Art suisse* constitue un progrès; y renoncer serait rétrograder, il faut chercher les moyens de faire mieux, mais le journal doit vivre.

M. *Trachsel* pense qu'il y a moyen de concilier l'intérêt artistique et l'intérêt documentaire du journal.

M. le *Président* propose de mettre aux voix la proposition de M. Bille. Il s'agit de savoir si l'assemblée entend maintenir ou supprimer le journal.

L'assemblée décide le maintien du journal par 30 voix contre 13.

M. le *Président* déclare que ce vote implique nécessairement une augmentation des ressources du journal. Une discussion s'engage au sujet de l'augmentation de la cotisation fédérale actuellement de 2 fr. par sociétaire, plus: 2 fr. pour le journal soit 4 fr. M. le *Président* propose une augmentation de 3 fr. pour le journal soit une cotisation totale annuelle de 7 fr. par membre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée par 24 voix contre 13.

M. le *Président* déclare qu'il est midi et demi et lève la séance qui sera reprise à 3 heures.

\* \* \*

La séance est reprise à trois heures.

M. le *Président* déclare que le précédent vote vient d'être sérieusement discuté par les différents groupes de l'assemblée et notamment par Messieurs les Délégués des Sections. Il en résulte que cette augmentation de la cotisation annuelle menace de provoquer beaucoup de mécontentement et éventuellement bon nombre de démissions, notamment dans les sections de Bâle et Zurich. Dans ces conditions, il demande à l'assemblée d'examiner la proposition suivante de MM. Silvestre et DeLapalud: On maintiendrait la cotisation actuelle en affectant au journal le boni réalisé cette année, — ce qui en pratique reviendrait à peu près au même.

M. *Emmenegger* s'élève contre cette combinaison, il est seulement partisan d'une diminution de la cotisation fixée par le dernier vote.

La proposition de MM. *Silvestre* et *De Lapalud* est mise aux voix et adoptée à l'unanimité moins trois voix.

Nun aber dürfen wir bei manchen Vorkommnissen nicht fürchten, mit eben dem Rechte wie andere Berufsverbände, diejenigen anzugreifen, die uns die Berechtigung dazu geben, denn unsere Rechte sind identisch und unumstösslich. Kurz, es fehlt dieser gelegentlichen Polemik an Zusammenhang an Zusammengehörigkeit und erzielt sie daher nicht den wünschenswerten Erfolg. Die « Schweizer Kunst » hingegen hätte unseren Kräften einen Mittelpunkt gegeben und sie innig verschmolzen. Sobald diese Zeitung verbessert und vergrössert ist, wird sie ihren Platz einnehmen und für unser nationales, künstlerisches Leben von Nutzen sein. Sie wird die ihr fehlenden Eigenschaften erlangen können, in kurzer Zeit ihre Rolle spielen und unserer Ueberzeugung nach einen wahrhaft heilsamen Einfluss ausüben.

Herr *Hodler* wünscht die Erhaltung einer Zeitung, in welcher jeder offen seine Meinung aussprechen kann.

Herr *Bieler* ist der Meinung, dass die Schöpfung der « Schweizer Kunst » einen Fortschritt bezeichnet; ihr entsagen hiesse rückwärts schreiten. Man muss Mittel und Wege suchen, Besseres zu leisten, aber das Blatt muss bleiben.

Herr *Trachsel* glaubt, es wäre möglich das künstlerische Interesse mit dem documentären zu verbinden.

Der Herr *Präsident* schlägt vor, den Vorschlag des Herrn Bille einer Abstimmung zu unterwerfen. Es handelt sich darum zu wissen, ob die Versammlung die Zeitung fortführen oder eingehen lassen will. Die Versammlung stimmt für die Erhaltung der Zeitung mit 30 Stimmen gegen 13.

Der Herr *Präsident* erklärt, dass diese Abstimmung notwendigerweise eine Erhöhung der Hilfsmittel der Zeitung bedingt. Es erhebt sich eine Beratung über die Erhöhung der gegenwärtig 2 Fr. per Mitglied betragenden Bundessteuer plus: 2 Fr. für die Zeitung, also 4 Fr. Der Herr *Präsident* schlägt eine Preiserhöhung von 3 Fr. für die Zeitung, also eine jährliche Beisteuer von 7 Fr. per Mitglied vor.

Es wird über diesen Vorschlag abgestimmt und derselbe wird mit 24 Stimmen gegen 13 angenommen.

Der Herr *Präsident* sagt, es sei halb 1 Uhr und hebt die Sitzung auf, welche um 3 Uhr wieder aufgenommen werden wird.

\* \* \*

Die Sitzung wird um 3 Uhr wieder aufgenommen.

Der Herr *Präsident* erklärt, dass die vorhergehende Abstimmung von den verschiedenen Gruppen der Versammlung und namentlich von den Herrn Abgeordneten der Sektionen lebhaft besprochen wurde. Es geht hieraus hervor, dass die Erhöhung der Jahressteuer drohe, viel Unzufriedenheit und möglicherweise viele Demissionen — namentlich in den Sektionen von Basel und Zurich — zu erzeugen. Unter diesen Umständen bittet er die Versammlung, den folgenden Vorschlag der Herren Silvestre und DeLapalud zu prüfen: Man würde die Jahressteuer beibehalten und der Zeitung den dieses Jahr gewonnenen Ueberschuss zuwenden — was schliesslich beinahe auf das Gleiche herauskäme.

Herr *Emmenegger* widerspricht dieser Einrichtung; er nimmt nur Partei für die Erniedrigung der Beisteuer, welche durch die letzte Abstimmung festgesetzt wurde.

Es wird über den Vorschlag der Herren Silvestre und DeLapalud abgestimmt und derselbe wird einstimmig, mit Ausnahme von 3 Stimmen, angenommen.

## Rapport des vérificateurs des Comptes.

Après examen des comptes, MM. *Emmenegger et de Meuron* vérificateurs, proposent à l'assemblée de donner au trésorier, M. De Lapalud, décharge avec remerciements. (Applaudissements.)

M. *Emmenegger* rappelle les sacrifices que s'est imposé M. Otto Vautier, président, pour l'édition spécimen de *l'Art suisse illustré* parue l'an dernier. M. Otto Vautier a fait remettre gratuitement cent exemplaires de ce numéro aux Chambres fédérales au moment de la discussion annoncée de la subvention fédérale. L'assemblée pourrait consentir au paiement du prix de revient de ces cent exemplaires, soit 200 fr.

M. *De Lapalud* déclare qu'il a demandé à M. Otto Vautier la note de ces cent exemplaires, qu'il eût pu régulièrement verser dans ses comptes. M. le Président s'y est refusé, préférant soumettre cette question au vote de l'assemblée générale.

M. le Président précise qu'il s'agit là d'une question de principe; il croit qu'en cette circonstance la Société doit se considérer comme solidaire avec son président et le lui témoigner en consentant à ce sacrifice.

L'assemblée, à l'unanimité, approuve la proposition de M. Emmenegger.

### § 8. Proposition de M. Maurice Baud relative au Jury.

M. *Maurice Baud* rappelle les termes de sa proposition qu'il a développée dans le dernier N° de *l'Art suisse* dans l'article intitulé: *l'Art et la majorité*. Depuis, il a appris que son idée n'est pas nouvelle, qu'elle a même été mise en pratique à l'étranger, notamment à Munich où des groupes peuvent s'inscrire à titre de participants aux expositions avec jury spécial. C'est en somme une application élargie de la proposition, et il n'y a pas de raison pour que ce qui se fait ailleurs ne puisse se faire aussi en Suisse.

Toutefois, M. Maurice Baud estime que sa proposition bien qu'elle ait été adoptée dans son principe par tous les groupes de l'assemblée, rencontrera probablement de l'opposition dans les milieux administratifs. Or puisque la Société paraît décidée à réaliser l'Exposition biennale proposée par M. O. Vautier, le mieux serait de joindre les deux propositions, c'est-à-dire de renvoyer la proposition Baud à la commission nommée pour organiser la prochaine exposition biennale. Quand nous aurons expérimenté nous-mêmes ce nouveau mode de jury, et quand nous en aurons apprécié les avantages nous pourrions faire une proposition ferme

## Bericht der Rechnungsverifikatoren.

Nach Prüfung der Rechnungen schlugen die Herren *Emmenegger* und *de Meuron* der Versammlung vor, dem Schatzmeister, Herrn De Lapalud, mit Dank zu quittieren. (Beifallsbezeugungen.)

Herr *Emmenegger* erinnert an die Opfer, welche der Herr Präsident Otto Vautier hinsichtlich der Probeausgabe der voriges Jahr erschienenen Nummer der « *Illustrierten Schweizer Kunst* » gebracht hat. Herr Otto Vautier hat im Augenblick der angekündigten Beratung über die Bundessubvention den Bundeskammern hundert Exemplare dieser Nummer gratis übergeben lassen. Die Versammlung dürfte der Bezahlung der Herstellungskosten von 200 Fr. für diese 100 Exemplare beistimmen.

Herr *De Lapalud* erklärt, er habe Herrn Otto Vautier die Rechnung für diese hundert Exemplare, welche er regelrecht seinen Rechnungen hätte einreihen können, verlangt, doch habe der Herr Präsident ihm dieselbe verweigert, weil er vorgezogen habe, diese Angelegenheit der Abstimmung der Generalversammlung zu unterwerfen.

Der Herr *Präsident* bedeutet, dass es sich hier um eine prinzipielle Frage handle; er glaubt, dass sich bei dieser Gelegenheit die Gesellschaft mit ihrem Präsidenten solidarisch verbunden fühlen und ihm dies dadurch beweisen muss, dass sie diesem Opfer zustimmt.

Die Gesellschaft billigt einstimmig den Vorschlag des Herrn Emmenegger.

### § 8. Vorschlag des Herrn Maurice Baud, die Jury betreffend.

Herr *Maurice Baud* erinnert an den Wortlaut seines Vorschlages, welchen er in der letzten Nummer der « *Schweizer Kunst* » in dem *Kunst und Majorität* betitelten Artikel auseinandergesetzt hat. Seitdem hat er erfahren, dass seine Idee nicht neu ist, dass sie sogar im Auslande, namentlich in München, wo sich die Gruppen in ihrer Eigenschaft als Teilnehmer an den Ausstellungen mit besonderer Jury einschreiben können, praktisch ausgeführt worden ist. Es ist dies übrigens eine erweiterte Anwendung des Vorschlags und es liegt kein Grund vor, warum nicht in der Schweiz auch geschehen könnte, was anderswo geschieht.

Indessen ist Herr Maurice Baud der Meinung, dass obgleich sein Vorschlag in seinem Prinzip von allen Gruppen der Versammlung angenommen wurde, derselbe voraussichtlich doch in den Verwaltungskreisen auf Widerstand stossen wird. Da indessen die Gesellschaft entschlossen scheint, die von Herrn Otto Vautier vorgeschlagene, alle zwei Jahre stattfindende Ausstellung ins Leben zu rufen, so wäre es am besten, die beiden Vorschläge zu vereinigen, das heisst den Vorschlag Baud der zur Organisierung der nächsten zweijährlichen Ausstellung ernannten Kommission zu unterbreiten. Wenn wir selbst diese neue Art Jury erprobt und deren Vorzüge anerkannt haben, können wir



tant à l'administration fédérale qu'aux administrations municipales.

M. le *Président* n'approuve pas cette façon de procéder. L'idée est bonne et peut être soumise dès maintenant à l'administration fédérale par l'intermédiaire du président de la Commission fédérale des Beaux Arts.

M. *Jeanneret* dit que la Commission fédérale s'occupe actuellement d'une revision des règlements des Beaux-Arts. Déjà la Société a voté et renvoyé à la Commission fédérale d'autres projets qui seront examinés. Rien n'empêche de joindre la proposition de M. Maurice Baud aux autres projets.

L'Assemblée, à l'unanimité, adopte en principe la proposition Baud, renvoie le projet à la future commission de l'Exposition biennale, ainsi qu'à la Commission fédérale des Beaux-Arts.

### § 9. Proposition relative à l'élection du Comité central. (Proposition de M. Otto Vautier.)

M. le Président déclare qu'il voulait joindre cette proposition à celle de la section de Genève concernant la revision des statuts de la Société. Cela, d'autant mieux que la revision des statuts n'a pas été inscrite comme elle aurait dû l'être, à la liste des tractanda. M. le Président eût voulu, dès cette année, faire la proposition de l'abrogation du nouveau règlement, en sorte qu'elle pût être discutée, renvoyée aux sections et votée à la prochaine assemblée. Mais il y a lieu peut-être d'attendre les résultats que donnera cette année ce nouveau mode d'élection pour en bien juger.

M. *Silvestre*, délégué de Genève, au nom de la section de Genève, déclare que pour cette même raison, il y a lieu de renvoyer à l'année prochaine la discussion des nouveaux statuts. En effet, l'élection présidentielle constituant une modification fondamentale aux statuts, il est inutile de changer quoi que ce soit aux statuts avant que l'expérience nous ait dicté le maintien ou le rejet du nouveau mode d'élection présidentielle.

La proposition de M. *Silvestre* est adoptée sans discussion.

### Propositions individuelles.

M. *Trachsel* attire l'attention de l'assemblée sur un compte rendu des Chambres (séance du 18 juin). On y cite le discours de M. Winiger de Lucerne, où il est dit, entre autres inepties, qu'avec les sommes payées à MM. Hodler et Giron, un cultivateur suisse eût pu ajouter une aile à sa ferme. Ces sortes d'arguments ne portent que trop dans l'esprit du peuple. On ne saurait apporter assez

sowohl der Bundesverwaltung als den Munizpalverwaltungen einen festen Vorschlag machen.

Der Herr *Präsident* stimmt diesem Vorgehen nicht bei. Die Idee ist gut und kann durch die Vermittlung des Präsidenten der Bundeskommission der « Schönen Künste » der Bundesverwaltung vielleicht schon jetzt unterbreitet werden.

Herr *Jeanneret* sagt, die Bundesverwaltung beschäftige sich augenblicklich mit der Revision der Statuten der « Schönen Künste ». Die Gesellschaft hat schon abgestimmt und der Bundeskommission andere Projekte unterbreitet, welche der Prüfung unterworfen werden. Nichts hindert uns, den Vorschlag des Herrn Maurice Baud den andern Projekten hinzuzufügen.

Die Gesellschaft nimmt im Prinzip einstimmig den Vorschlag Baud an, schickt das Projekt der nächsten Kommission der zweijährlichen Ausstellung sowie der Bundeskommission der « Schönen Künste » zu.

### § 9. Vorschlag, die Wahl des Centralkomitees betreffend. (Vorschlag des Herrn Otto Vautier.)

Der Herr Präsident erklärt, er wolle diesen Vorschlag demjenigen der Genfer Sektion, welcher die Revision der Statuten dieser Gesellschaft betreffe, beifügen. Dies um so mehr, als die Revision der Statuten nicht, wie dies hätte sein sollen, auf der Liste der Traktanden eingeschrieben worden sei. Der Herr Präsident habe von diesem Jahre an den Vorschlag zur Abschaffung des neuen Reglementes machen wollen, so dass derselbe besprochen, den Sektionen zugesandt und bei der nächsten Versammlung über denselben abgestimmt werde. Doch um gut darüber urteilen zu können, wäre es vielleicht geraten, die Resultate abzuwarten, welche diese neue Wahlart dieses Jahr ergebe.

Herr *Silvestre*, der Genfer Abgeordnete, erklärt im Namen der Genfer Sektion, dass es eben aus diesem Grunde geraten sei, die Beratung über die neuen Statuten auf nächstes Jahr zu verschieben. Da in der Tat die Präsidentenwahl eine gründliche Abänderung der Statuten bildet, ist es unnützlich, irgend etwas an den Statuten zu ändern, ehe uns die Erfahrung die Aufrechterhaltung oder Verwerfung der neuen Art der Präsidentenwahl diktiert hat.

Der Vorschlag des Herrn *Silvestre* wurde ohne Erörterung angenommen.

### Persönliche Vorschläge.

Herr *Trachsel* zieht die Aufmerksamkeit der Versammlung auf einen Bericht der Kammern. (Sitzung v. 18. Juni.) Man führt darin die Rede des Herrn Winiger aus Luzern an, in welcher es unter andern Albernheiten heisst, dass mit den an die Herren Hodler und Giron ausbezahlten Summen ein Schweizer Bauer einen Nebenflügel an seinen Hof hätte bauen können. Dergleichen Argumente steigen

d'attention et relever avec trop de soin toutes ces paroles imprudentes ou impudentes qui n'ont d'autre but que de ruiner l'art et les artistes dans l'estime du public. Il faudrait répondre avec énergie et avec méthode à toutes ces insinuations; M. Trachsel compte que le prochain comité central y pourvoira. (*Approbatious.*)

### Nouveaux candidats.

Sont admis comme membres actifs de la Société :

MM. René AUBERJONNOIS, peintre,  
BOVET, architecte,  
présentés par la section de Paris.  
MM. Karl MOSER, architecte,  
C. FELBER, peintre,  
présentés par la section de Munich.  
M. MAYER,  
présenté par la section de Zurich.  
MM. Robert CONVERT, peintre,  
Louis AUBRY, »  
François JACQUES, »  
présentés par la section de Neuchâtel.  
MM. A. CINGRIA, peintre,  
L. GIANOLI, »  
présentés par la section de Genève.  
M. Ernest HODEL, peintre,  
présenté par la section de Lucerne.  
M. Adolphe TIÈCHE, peintre-architecte,  
présenté par la section de Berne.  
M. le Président salue la nouvelle *section du Valais*, composée de cinq membres :  
MM. Ernest BIELER,  
BILLE,  
MURET,  
VIRCHAUX,  
et enfin de M. MORAND, peintre à Martigny, nouveau candidat dont l'admission est votée à l'unanimité.  
La séance est levée.

*Le Secrétaire du Comité central,*  
Maurice BAUD.

dem Volke nur zu sehr zu Kopfe. Man kann nicht genug hierauf achten und nicht genug Sorge darauf verwenden, solche unvorsichtigen und unverschämten Reden hervorzuheben, welche keinen andern Zweck haben, als die Achtung des Publikums für die Kunst und die Künstler zu vernichten. Man sollte energisch und methodisch auf alle solche hämischen Andeutungen antworten. Herr Trachsel hofft, dass das künftige Centralkomitee hiefür sorgen wird. (*Beifall.*)

### Neue Kandidaten.

Sind als aktive Mitglieder der Gesellschaft aufgenommen :

HH. René AUBERJONNOIS, Maler,  
BOVET, Architekt,  
von der Pariser Sektion vorgeschlagen.  
HH. Karl MOSER, Architekt,  
C. FELBER, Maler,  
von der Münchner Sektion vorgeschlagen.  
H. MAYER,  
von der Zürcher Sektion vorgeschlagen.  
HH. Robert CONVERT, Maler,  
Louis AUBRY, »  
François JACQUES, »  
von der Neuenburger Sektion vorgeschlagen.  
HH. A. CINGRIA, Maler,  
L. GIANOLI, »  
von der Genfer Sektion vorgeschlagen.  
H. Ernst HODEL, Maler,  
von der Luzerner Sektion vorgeschlagen.  
H. Adolph TIÈCHE, Maler-Architekt,  
von der Berner Sektion vorgeschlagen.  
Der Herr Präsident begrüsst die neue *Walliser Sektion*, welche aus fünf Mitgliedern besteht :  
HH. Ernst BIELER,  
BILLE,  
MURET,  
VIRCHAUX,  
u. endlich H. MORAND, Maler in Martigny, ein neuer Kandidat, dessen Aufnahme einstimmig angenommen wurde.  
Die Sitzung ist aufgehoben.

*Der Sekretär des Centralkomitees,*  
MAURICE BAUD.